

Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



Edition du 19-09-2024

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1
Autorisations logements	26 200 logts	-10,6% ▼
Mises en chantier logements	20 100 logts	-24,9% ▼
Mise en ventes de logements	4 480 logts	-53,2% ▼
Réservations de logements	5 710 logts	-33,5% ▼
Autorisations locaux	2 232 mill. m ²	-14,5% ▼
Mises en chantier locaux	1 129 mill. m ²	-26,8% ▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		+1,3% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,1% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,1% ▲
BPE	3 120 200 m ³	-6,5% ▼
Granulats	18 730 kt	-9,5% ▼
Nombre Appels Offre publiés	4 720 AO	-1,6% ▼
Montant Appels Offre publiés	7,6 Md€	+9,2% ▲
Salariés	121 968 sal.	-2,0% ▼
Intérimaires	13 633 ETP	-4,5% ▼
Dem. d'emplois	17 634 DEFM	-5,7% ▼
Défaillances	1 510 ent.	+41,0% ▲

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin juillet 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin juil. 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2024
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2024 comparé au 1er trim. 2023
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2024 comparé au 1er trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin mai 2024
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin mai 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin juil. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 1er trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juin 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2024
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 2e trim. 2024



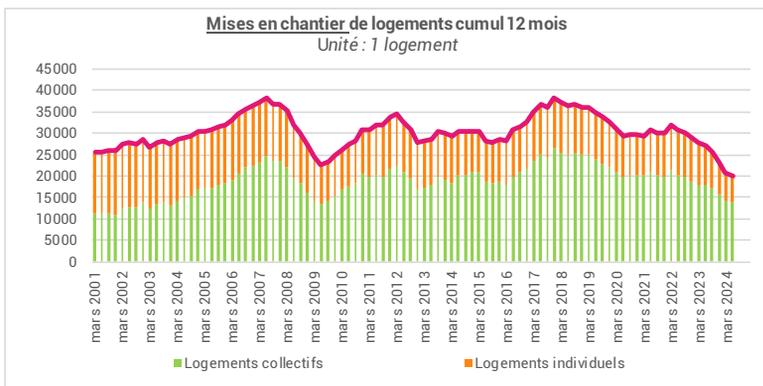
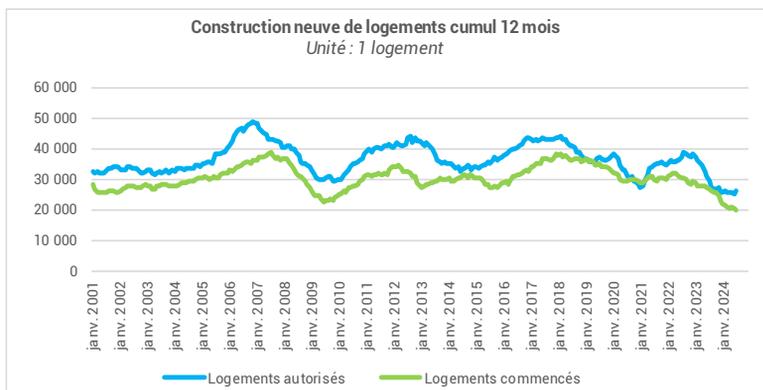
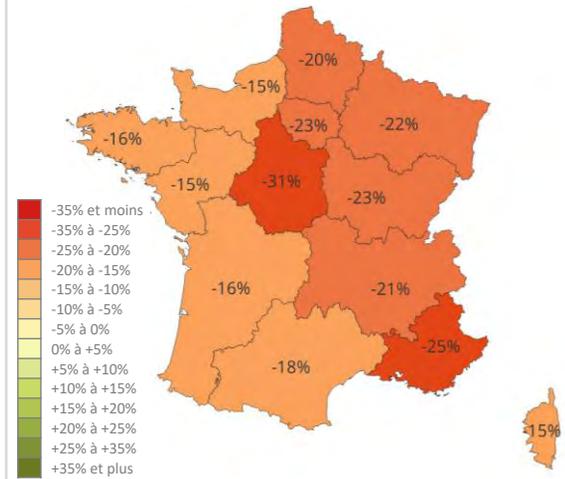


Construction de logements neufs

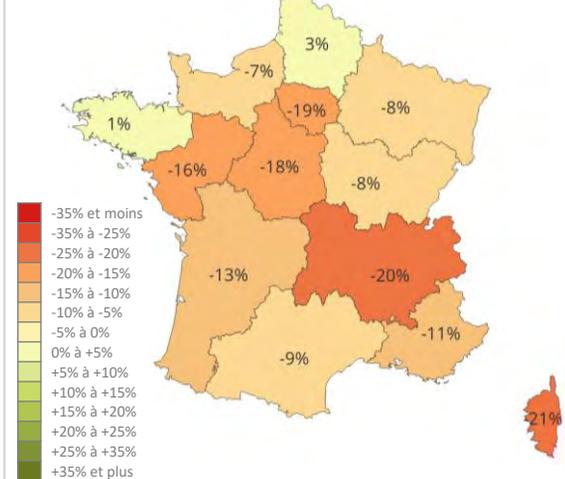
La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juillet 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	20 100 lgts	-24,9%	▼
Dont individuels purs	4 200 lgts	-33,0%	▼
Dont individuels groupés	1 900 lgts	-29,5%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 000 lgts	-21,4%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	26 200 lgts	-10,6%	▼
Dont individuels purs	4 800 lgts	-23,0%	▼
Dont individuels groupés	2 700 lgts	-5,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	18 700 lgts	-7,5%	▼



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin juillet 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin juillet 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

La baisse des mises en chantier des logements observée depuis le début d'année 2022 se poursuit. 20 100 logements ont été enregistrés à fin juillet 2024 (cumul 12 mois) soit un ralentissement de -24,9% en un an. Cette chute est accentuée par le logement individuel, qui représente 30% des mises en chantier.

Les autorisations suivent la même tendance avec un repli de -10,6% en cumul sur un an. Avec 26 200 logements, c'est un des niveaux les plus bas jamais observé depuis 2001.

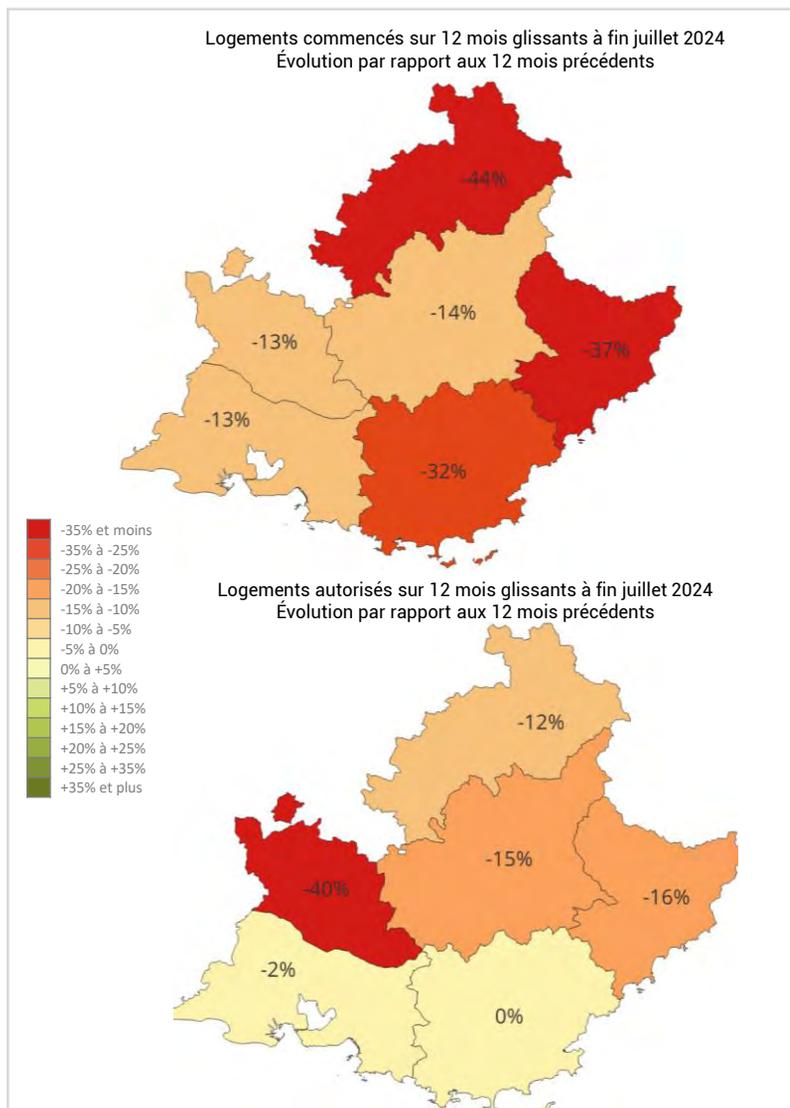
Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



Le marché du logement neuf a été dynamique dans les **Alpes-de-Haute-Provence** entre fin 2022 et début 2023, avec des volumes de logements mis en chantier qui n'avaient plus été mesurés depuis 2012 (1 000 logements neufs ont été commencés en 2022, contre 780 par an en moyenne entre 2013 et 2019). À ce titre, la baisse des mises en chantier enregistrée sur les 12 derniers mois (760 unités) est à mettre en perspective avec cette base particulièrement élevée.

En **Vaucluse** également, la reprise post-Covid a été relativement satisfaisante (plus de 3 500 logements neufs mis en chantier par an en moyenne en 2021-2022), mais la tendance s'est aujourd'hui complètement retournée avec un volume de logements commencés sur les 12 derniers mois (2 570 unités) qui repasse sous ses niveaux moyens de référence (3 300 logements mis en chantier en moyenne par an entre 2012 et 2019).

La construction résidentielle observe un ralentissement dans les **Hautes-Alpes** en ce début d'année 2024 : -44% de logements neufs mis en chantier sur douze mois à fin juillet 2024. Avec un volume sur les 7 premiers mois de l'année à son plus bas depuis le début du suivi statistique en 2000.

Dans les départements littoraux, le marché du neuf n'a en revanche jamais vraiment redémarré depuis la crise Covid. De fait, la baisse des mises en chantier enregistrée depuis plus d'un an y est significative, avec des volumes de logements commencés nettement inférieurs à leurs niveaux moyens pré-Covid. La chute s'intensifie même dans les **Alpes-Maritimes** et le **Var** avec des ouvertures de chantier qui s'affichent à -37% et -32% au cumul depuis les 12 derniers mois (comparé au 12 mois précédents). En revanche, le ralentissement semble s'atténuer dans les **Bouches-du-Rhône**, où les logements commencés chutent de -13% depuis le début de l'année et progressent même de +27% sur les trois derniers mois, seul département en hausse.

Du côté des autorisations, elles s'effondrent en glissement annuel sur l'ensemble du territoire et pour tous les segments. Cependant, un léger frémissement semble intervenir en 2024, notamment sur les départements littoraux : alors qu'en douze mois glissants, les permis délivrés s'affichent à -40% en **Vaucluse**, à -16% dans les **Alpes-Maritimes**, -15% dans les **Alpes-de-Haute-Provence** et à -12% dans les **Hautes-Alpes**. Ils se stabilisent dans les **Bouches-du-Rhône** (-2% avec une hausse de +42% sur les trois derniers mois) et dans le **Var** (+0% avec une hausse de +11% sur les trois derniers mois).

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



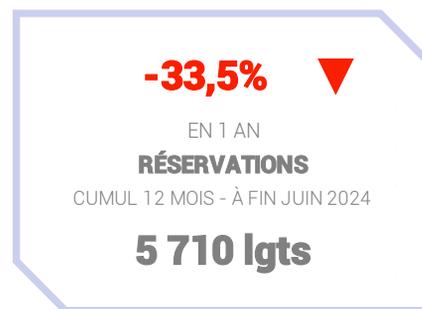
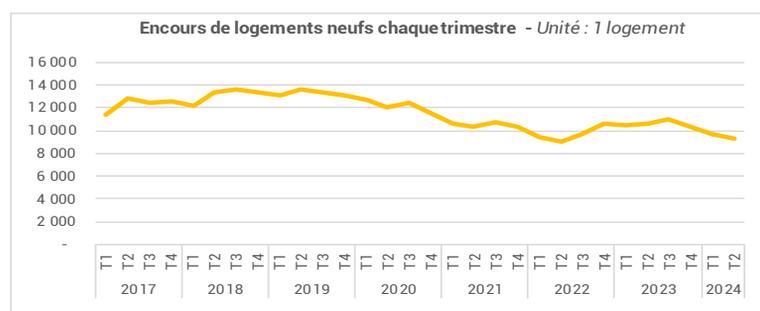
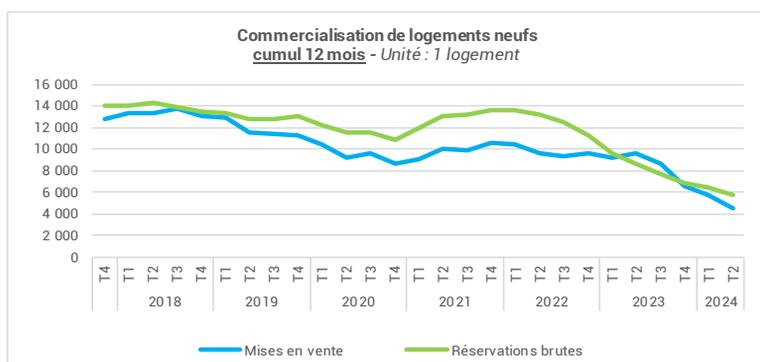
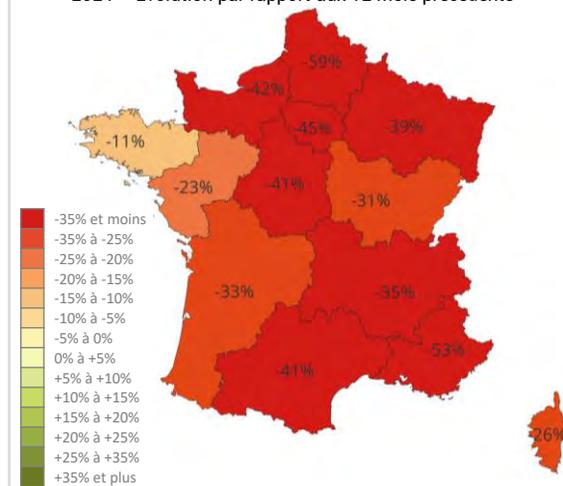


Commercialisation de logements neufs

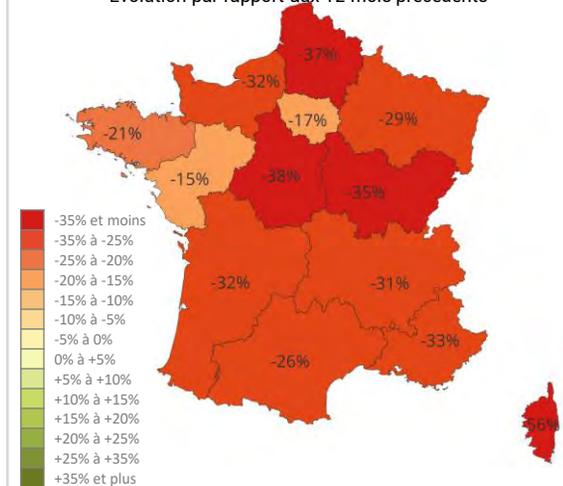
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	4 480 lgts	-53,2%	▼
Dont collectifs	4 160 lgts	-53,8%	▼
Dont individuels	320 lgts	-44,0%	▼
Réservations	5 710 lgts	-33,5%	▼
Dont collectifs	5 380 lgts	-33,2%	▼
Dont individuels	330 lgts	-37,2%	▼
Vente en bloc	5 930 lgts	+4,9%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

La demande en logement neuf s'effondre complètement : 5 710 logements ont été réservés par des particuliers auprès de promoteurs immobiliers sur les 12 derniers mois sur l'ensemble de la région, de loin le plus bas volume sur 12 mois enregistré depuis le début du suivi statistique en 2005.

Le recul de la demande pousse les promoteurs à mettre en pause leurs projets : sur les 12 derniers mois, les mises en vente de logements neufs reculent de -53% sur l'ensemble de la région et atteignent également leur point bas historique.

Dans ce contexte morose, la vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +24,6% sur le trimestre comparé à il y a un an, ont représenté plus de la moitié des réservations enregistrées sur les 4 derniers trimestres dans la région, contre 25% en moyenne avant-Covid. Ces ventes en bloc permettent ainsi aux promoteurs de déstocker leurs programmes (-12,5% de logements disponibles à la vente entre fin juin 2023 et fin juin 2024).

Sources :

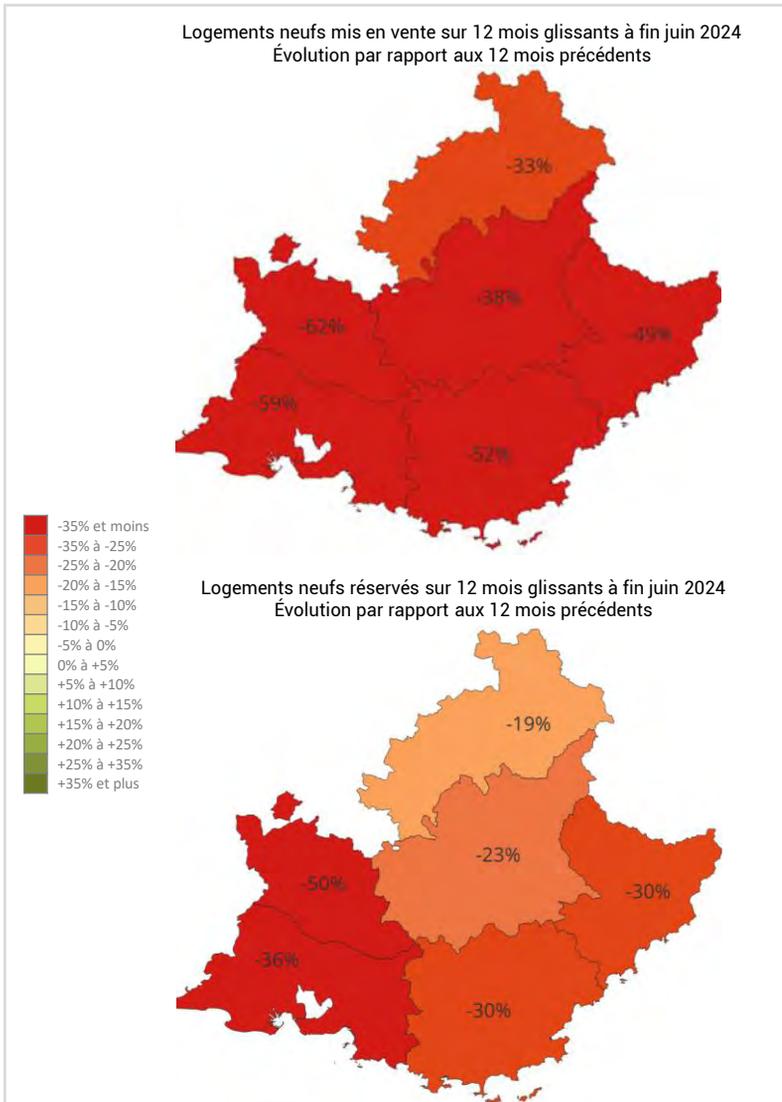
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques





Commercialisation de logements neufs



Ce 2^{ème} trimestre 2024 présente une inversion des commercialisations dans **les Alpes-de-Haute-Provence**. Depuis 2023 des volumes exceptionnels étaient observés, et les 6 premiers mois de l'année 2024 comptabilisent 180 logements neufs mis en vente, soit un ralentissement, mais un volume qui reste au dessus de la moyenne 2016-2021 de 85 unités.

Dans **les Hautes-Alpes** et le **Vaucluse**, la demande fut aussi dynamique post-Covid (respectivement 560 et 1 140 logements neufs mis en vente en moyenne par an en 2021-2022 contre 350 et 600 par an en moyenne sur la période 2017-2019), mais le marché a complètement perdu le rythme en 2023 et encore plus en 2024 (300 logements commercialisés dans les Hautes-Alpes et 290 dans le Vaucluse, des volumes sur 12 mois qui baissent encore au 2^{ème} trimestre 2024).

Le marché n'a quant à lui jamais redémarré dans les départements littoraux et poursuit son déclin en 2024 (1 360 logements commercialisés sur les 12 derniers mois dans les **Bouches-du-Rhône**, 1 190 dans les **Alpes-Maritimes** et 1 160 dans le **Var**).

Du côté de la demande, tous les départements de la région affichent des niveaux de réservation historiquement bas et s'inscrivent dans une tendance nationale complètement dégradée.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

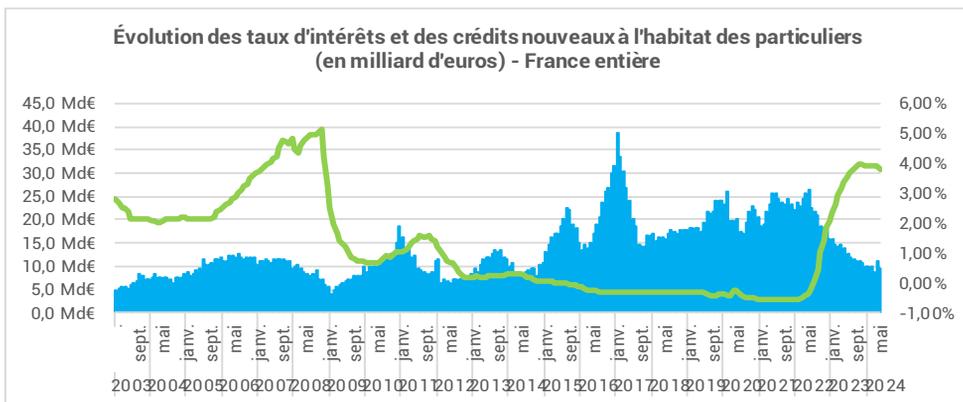




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat	Situation à fin mai 2024		
Crédits nouveaux à l'habitat (M€) <i>Cumul 3 mois (évol. 1 an)</i>	29 400 M€	-31,6%	▼
Taux d'intérêt <i>(évol. 1 mois)</i>	3,813%	-0,073	▼

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La crise du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, sur les trois derniers mois et sur l'ensemble du pays, 29,4 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en baisse de -32% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France est en baisse constante depuis le pic de mi-2022 et s'affiche aujourd'hui à ses niveaux les plus bas 2014.

La hausse des taux d'intérêts est un des facteurs explicatifs à cette baisse des crédits : à fin mai 2024, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affiche à 3,813%, en baisse certes de -0,07 points en un mois mais à un niveau toujours élevé, notamment en regard aux taux moyens observés sur le marché entre 2010 et 2021.

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	440	+3,8%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 570	-26,3%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	36	n.s.	
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	170	-10,7%	▼

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué, sous conditions, pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

En corrélation avec la baisse générale des crédits nouveaux à l'habitat (tous achats immobiliers confondus) et le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -26,3% en cumul 12 mois.

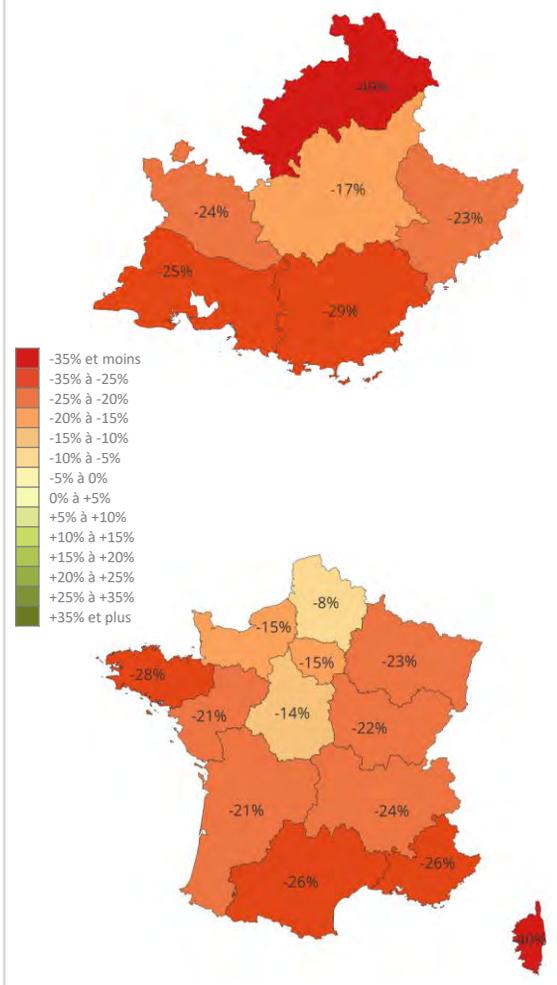
La crise du logement ne concerne toutefois pas que le neuf puisque les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont également reculé dans la région (-10,7% en cumul 12 mois). La baisse des transactions à la fois dans le neuf et dans l'ancien, marchés interdépendants, bloque de fait le marché immobilier, qui n'a plus aujourd'hui la fluidité et l'amplitude des années précédentes.



Source :
Banque de France



PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin mars 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SGFGAS (données brutes)

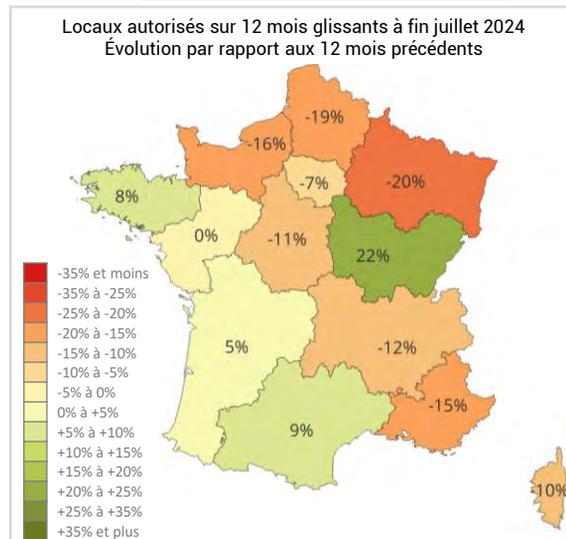
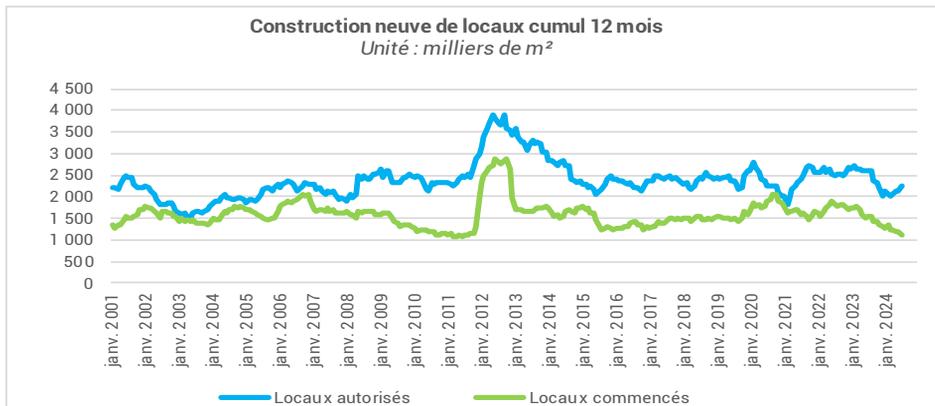
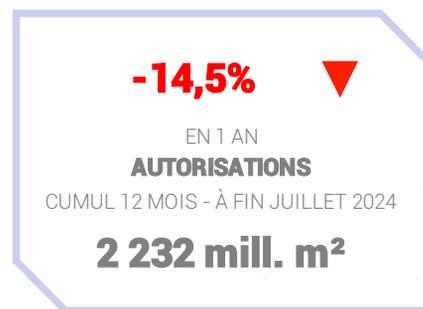
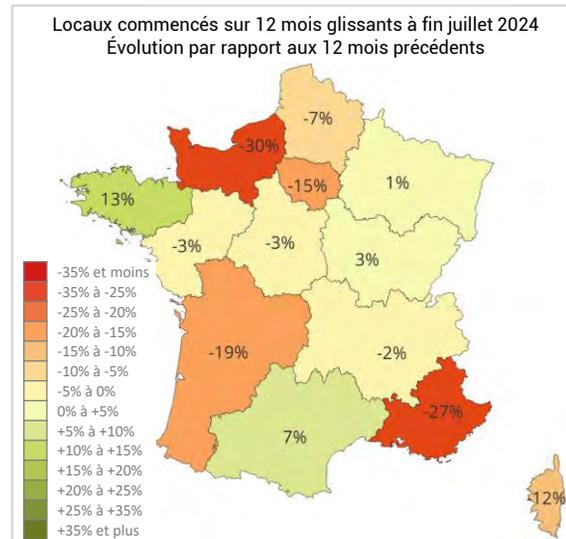




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juillet 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 129 mill. m²	-26,8%	▼
Bâtiments agricoles	212 mill. m²	-4,8%	▼
Secteur privé non agricole	617 mill. m²	-34,9%	▼
Dont locaux industriels	58 mill. m ²	-36,7%	▼
Dont commerces	134 mill. m ²	-18,6%	▼
Dont bureaux	141 mill. m ²	-54,3%	▼
Dont entrepôts	195 mill. m ²	-31,1%	▼
Dont autres locaux	89 mill. m ²	-10,8%	▼
Secteur public	300 mill. m²	-19,3%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juillet 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 232 mill. m²	-14,5%	▼
Bâtiments agricoles	589 mill. m²	-8,4%	▼
Secteur privé non agricole	1 205 mill. m²	-13,4%	▼
Dont locaux industriels	90 mill. m ²	-22,8%	▼
Dont commerces	263 mill. m ²	-12,7%	▼
Dont bureaux	293 mill. m ²	-16,0%	▼
Dont entrepôts	391 mill. m ²	-14,7%	▼
Dont autres locaux	167 mill. m ²	+0,8%	=
Secteur public	438 mill. m²	-23,9%	▼



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le recul de la construction neuve touche également le segment non-résidentiel en Provence-Alpes-Côte d'Azur : sur douze mois, la surface de locaux neufs mise en chantier baisse ainsi de -26,8% et les autorisations fléchissent de -14,5% en glissement annuel à fin juillet 2024. Tous les marchés s'affichent à la baisse en vision de long-terme.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ainsi que la Normandie) présente une des tendances les plus négatives du pays, à la fois sur les autorisations et sur les ouvertures de chantiers ; la dynamique semble en effet s'atténuer, voir s'inverser dans certaines régions.

S'il n'est donc pas visible sur le long-terme en Provence-Alpes-Côte d'Azur, à l'inverse d'autres régions, le sursaut semble tout de même exister en 2024, en tout cas en ce qui concerne les autorisations : au cumul depuis janvier, la surface non-résidentielle autorisée progresse en effet de +16% par rapport aux mêmes mois de 2023. La tendance affiche même +42% sur les trois derniers mois (par rapport à un an plus tôt).

Sources :

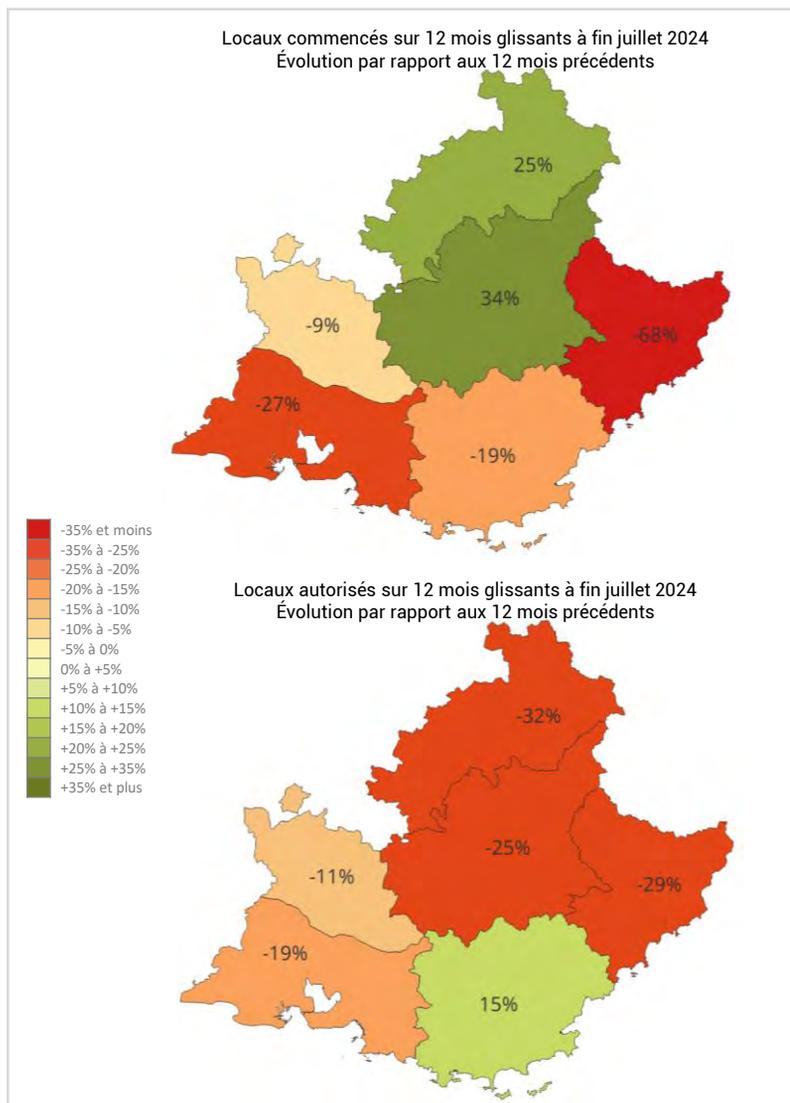
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



La construction non-résidentielle neuve se contracte dans tous les départements, hormis dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes. Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la surface non-résidentielle mise en chantier ces douze derniers mois dans le département (42 milliers de m²) est globalement conforme à la moyenne des dix dernières années (45 milliers de m² par an entre 2013 et 2023).

Dans les **Hautes-Alpes**, le marché non-résidentiel s'est également plutôt bien comporté avec 64 milliers de m² sur les douze derniers mois, soit +25% en un an.

En **Vaucluse**, la chute des ouvertures de chantier enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base particulièrement élevée : la construction non-résidentielle a été très dynamique post-covid, avec une surface moyenne annuelle mise en chantier 60% supérieure à son niveau moyen d'avant-crise (320 milliers de m² mis en chantier en moyenne en 2021 et 2022 contre environ 200 milliers de m² en moyenne chaque année de 2008 à 2019). Sur les 12 derniers mois, 250 milliers de m² ont ainsi été commencés dans le département, un volume légèrement supérieur à son niveau moyen de référence.

Dans le **Var**, le marché non-résidentiel s'était également plutôt bien comporté à la sortie des confinements Covid, avec un volume construit en 2021 et 2022 globalement meilleur que les années précédentes. Mais l'activité marque clairement le pas dans ces départements depuis un an : la surface mise en chantier sur les douze derniers mois recule ainsi de -19% dans le Var (189 milliers de m² sur les douze derniers mois contre 230 milliers de m² en moyenne chaque année depuis 2005).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la construction non-résidentielle neuve est en berne depuis plus d'un an et continue de plonger en 2024, affichant, à fin juillet 2024, 497 milliers de m², son plus bas volume sur douze mois depuis 2011.

La chute la plus brutale a lieu dans les **Alpes-Maritimes** : avec 88 milliers de m² de locaux non-résidentiels mis en chantier sur les douze derniers mois, le département présente un bilan inférieur de -68% à son niveau annuel moyen des dix dernières années (plus de 210 000 milliers de m²).

Du côté des autorisations, elles s'effondrent dans tous les départements de la région (hors Var) et pour tous les marchés en vision de long-terme, mais, comme pour la vision régionale semble repartir à la hausse en 2024, et surtout sur les 3 derniers mois (dans les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse).

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



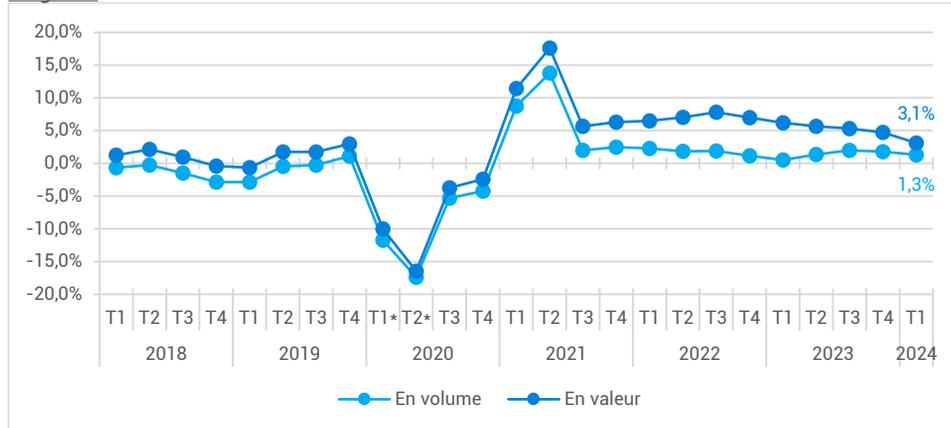


BÂTIMENT

Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global



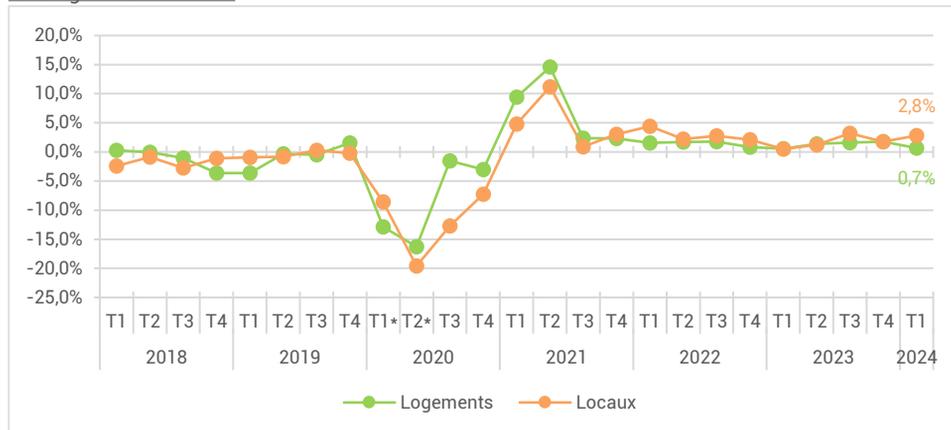
+1,3% ▲

EN 1 AN

ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION DU TRIMESTRE

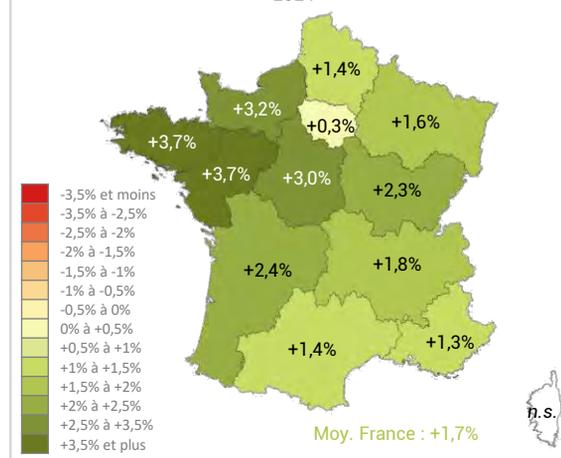
AU 1^{ER} TRIM. 2024

Par segment de marché

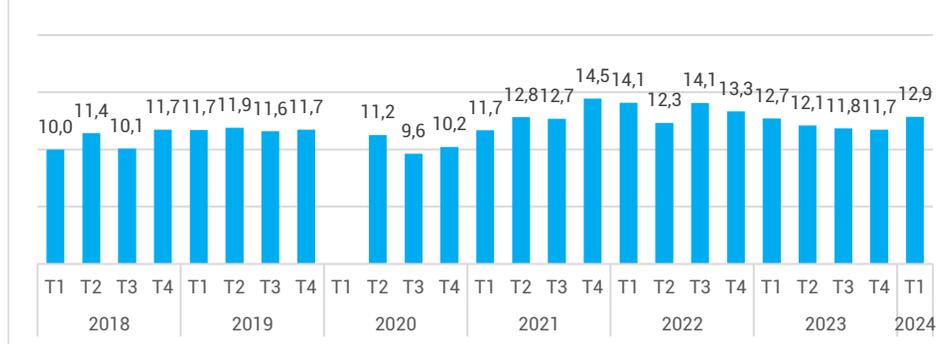


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2023 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T1 2024



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité : 1 semaine



12,9 semaines

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

À FIN MARS 2024

+1,2 semaines ▲

EN 1 TRIMESTRE

L'activité entretien-rénovation progresse de 1,3% en volume de travaux facturés au 1^{er} trimestre 2024 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La dynamique semble légèrement ralentir ce trimestre, alors que les deux derniers trimestres ont respectivement été mesurés à +2,0% et +1,8%. En euros courants, la hausse de la facturation se chiffre à +3,1% sur la période.

Les carnets de commande en entretien-rénovation progressent en revanche nettement au 1^{er} trimestre 2024 dans la région, avec plus d'une semaine gagnée en un trimestre. Ils affichent d'ailleurs un niveau inédit depuis 2022, époque où les chantiers accumulés lors des confinements Covid n'avaient pas encore été purgés.

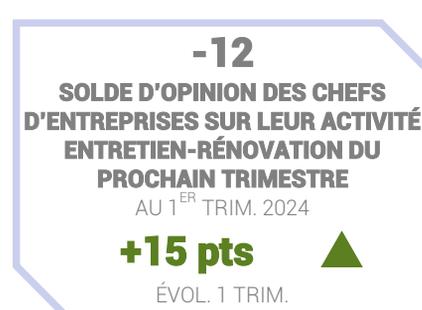
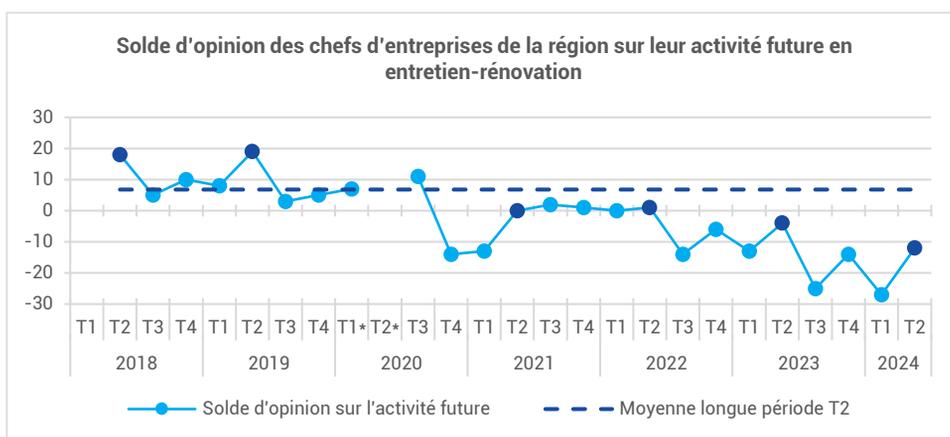
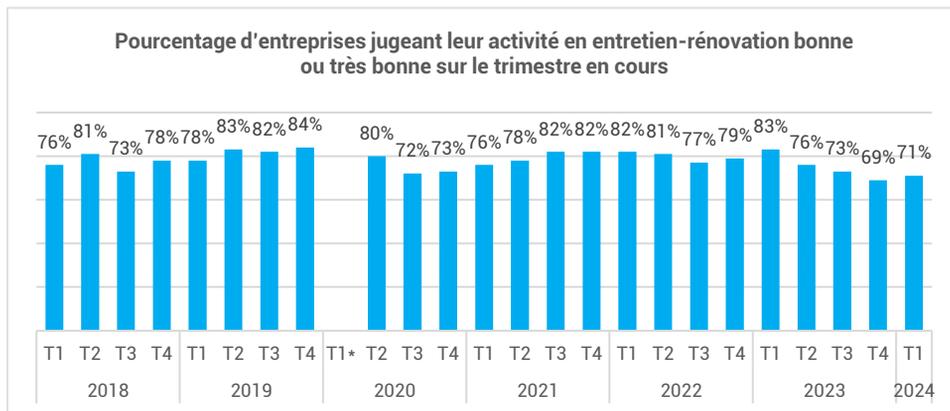
Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

En miroir à des prises de commandes plus dynamiques, l'opinion des entreprises du Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur leur activité future s'améliore au 1^{er} trimestre 2024 : 18% d'entre elles envisagent une progression de leur montant de facturation d'entretien-rénovation dans les trois prochains mois, en hausse de +8 points par rapport au trimestre précédent et un score qui n'avait plus été observé depuis près de deux ans. Cependant, l'inquiétude demeure pour certaines entreprises, puisqu'elles sont encore 30% à anticiper une baisse de leur activité lors du prochain trimestre, une proportion certes en baisse de 7 points par rapport au trimestre précédent mais qui reste toutefois supérieure de 11 points à sa moyenne longue période. Par conséquent, s'il s'améliore significativement (+15 points en un trimestre), le solde d'opinion sur l'activité future reste bien en-deçà de sa moyenne longue période (-19 points).

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

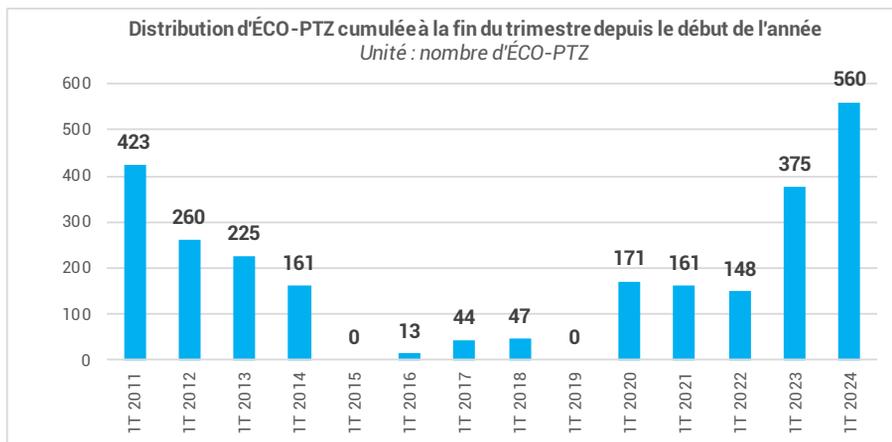




BÂTIMENT

Éco-prêts à taux zéro

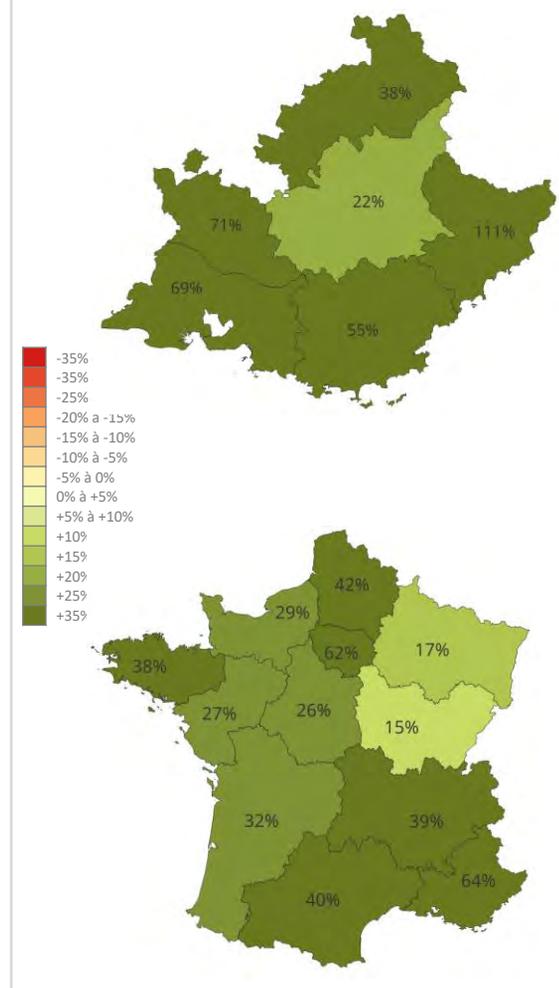
Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	9,53 M€	+52,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	560 ÉCO-PTZ	+49,3%	▲



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : ce premier trimestre 2024 enregistre 560 prêts accordés dans la région, plus haut total historique pour un 1^{er} trimestre.

Volume de travaux réalisés avec un éco-PTZ sur 12 mois à fin décembre 2023 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



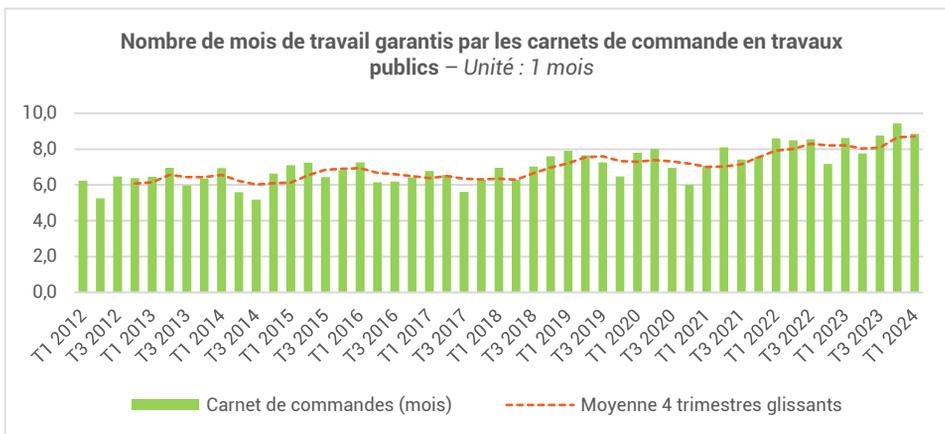
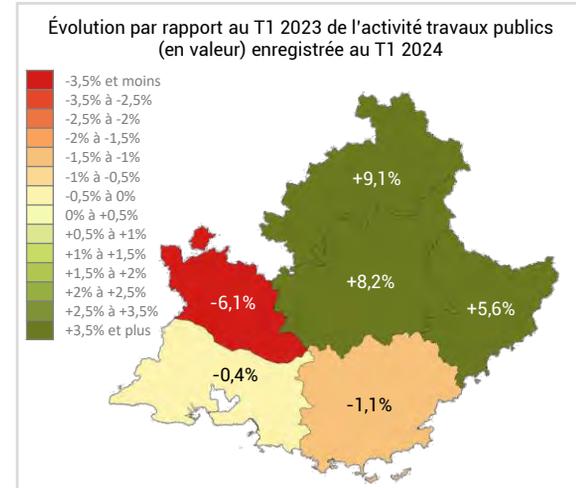
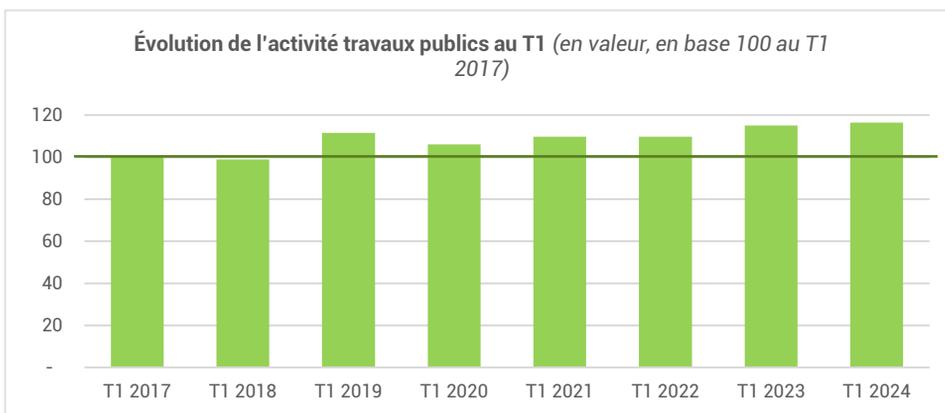
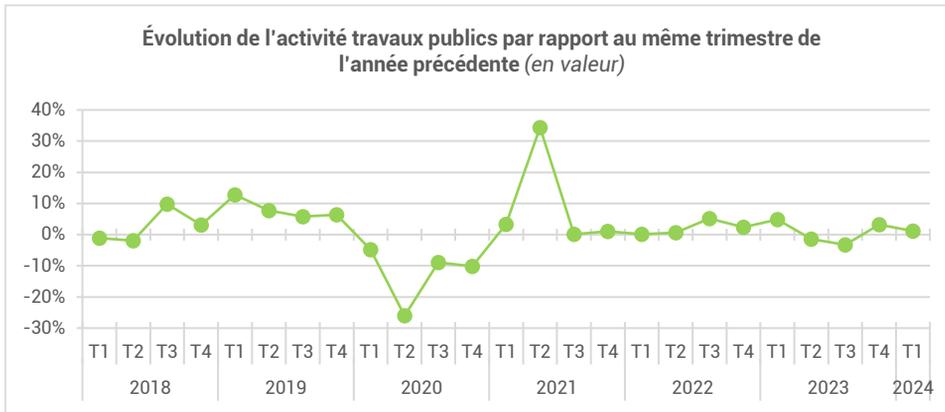
Source :
SGFGAS (données brutes)





TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics



L'activité Travaux Publics reste, en valeur, stable au 1^{er} trimestre 2024 comparé à l'an dernier. L'activité régionale a surtout été portée ce trimestre par le territoires alpins et la Côte d'Azur, alors qu'elle se contracte sur le littoral et n'a pas été à la hauteur en Vaucluse.

Au niveau des métiers, la route semble plus en difficulté (-3,3% de chiffre d'affaires ce trimestre par rapport à un an plus tôt) alors que l'activité a été plus satisfaisante dans les autres marchés (+2,4% pour le secteur énergie, +4,4% pour les canalisateurs, +5,0% pour le génie civil et même +11,6% pour les terrassiers).

Les prises de commande restent également dynamiques dans la région, dans la continuité des mois précédents, maintenant les carnets de commande à un haut niveau.

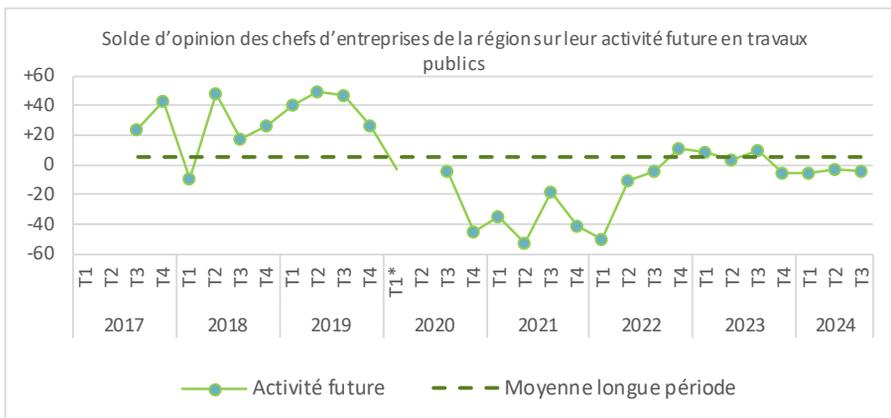
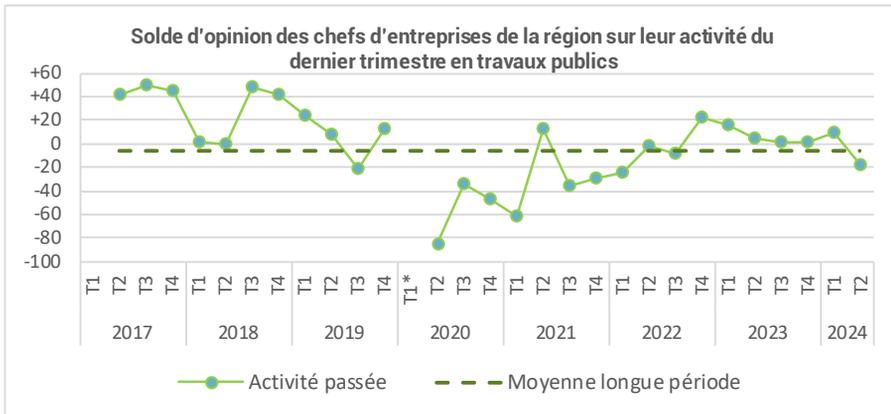
Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA





TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises



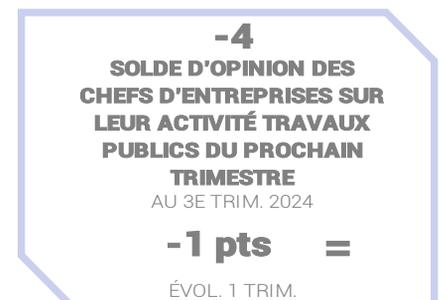
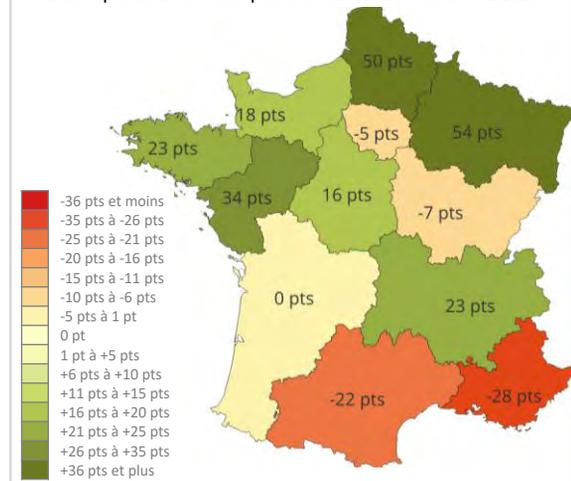
Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, le solde d'opinion des chefs d'entreprise sur leur activité a chuté au 2^{ème} trimestre : -28 points en un trimestre, c'est un des plus bas niveau depuis 2022. C'est également le niveau le plus négatif de France.

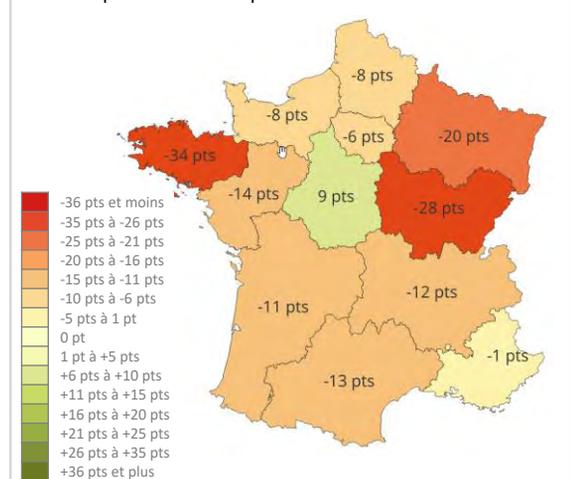
La vision de ces mêmes chefs d'entreprises pour les mois à venir semble, elle, plus positive : -1pts entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2024. Depuis maintenant 4 trimestres, les chefs d'entreprises ont une opinion relativement stable, pour l'avenir.



Évolution par rapport au T1 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T2 2024



Évolution par rapport au T2 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T3 2024



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE





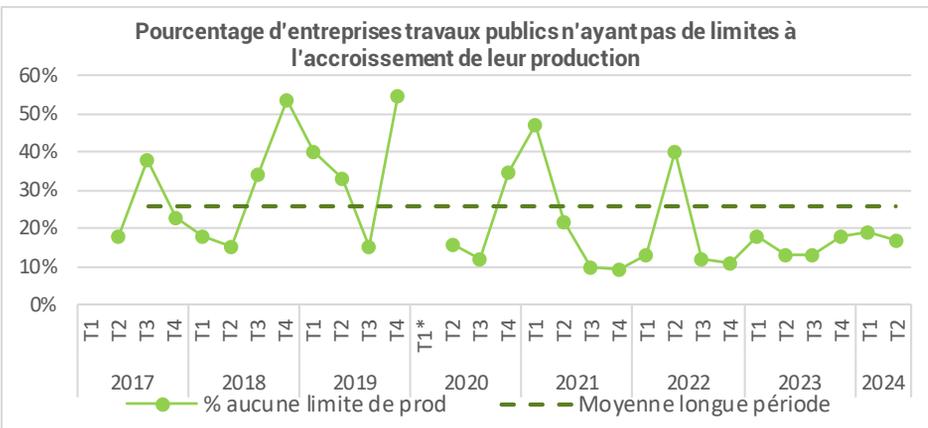
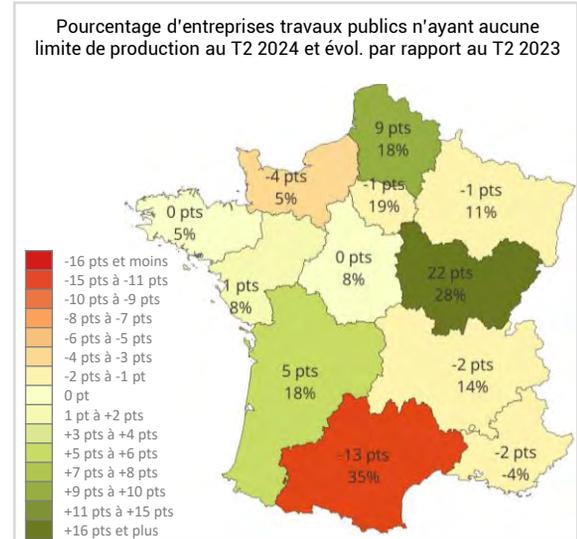
TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	17%	+4 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	53%	+27 pts	▲
Insuffisance en personnel	33%	-31 pts	▼
Contraintes financières	16%	-13 pts	▼
Conditions climatiques	34%	+28 pts	▲
Insuffisance de matériel	2%	+1 pts	=
Autres facteurs	1%	-3 pts	▼

83%
DES ENTREPRISES TRAVAUX PUBLICS LIMITÉES DANS LEUR PRODUCTION
AU 2^E TRIM. 2024

-4 pts ▼
ÉVOL. 1 AN



Les difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics (83% indiquent être limitées dans leur production à fin juin 2024, en légère diminution de -4 points sur un an), notamment sur l'insuffisance de la demande (53% des entreprises indiquent une contrainte, en hausse de +27 points en un an). Les conditions climatiques sont également un facteur de limite de production pour ce printemps particulièrement pluvieux (pour 34% des entreprises interrogées, en progression de +28 points). En revanche, la crainte d'un manque de main-d'œuvre s'amenuise (33% des entreprises interrogées sont concernées, en baisse de -31 points par rapport à l'année précédente), tout comme les craintes financières qui ralentissent de -13 points comparé au 2^{ème} trimestre 2023, pour 16% des entreprises.

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

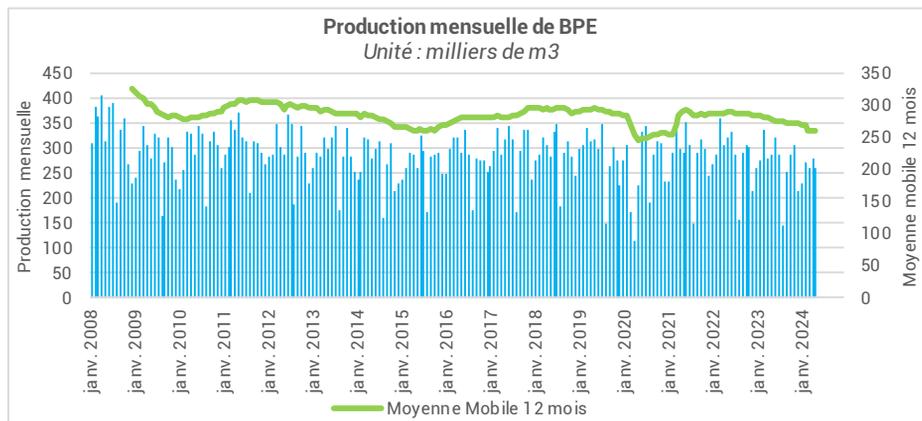




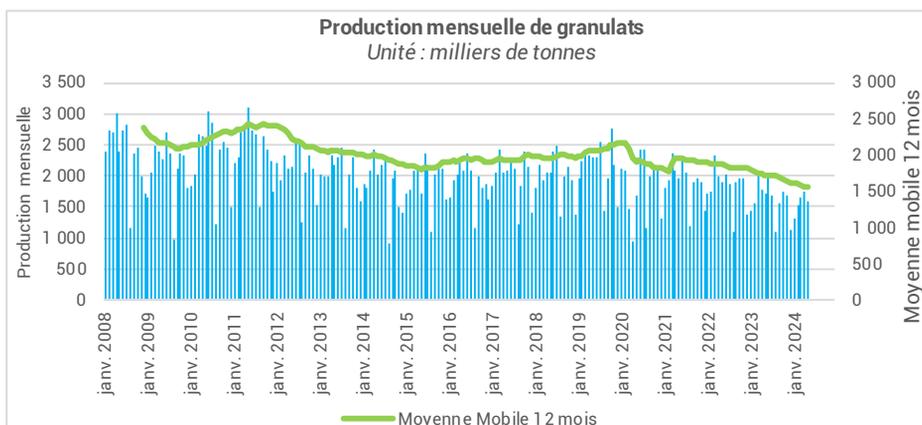
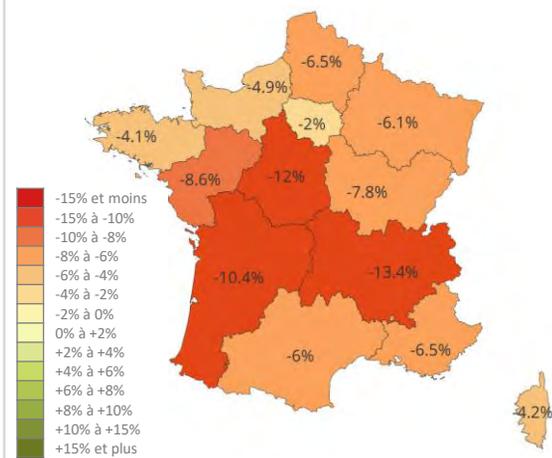
INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

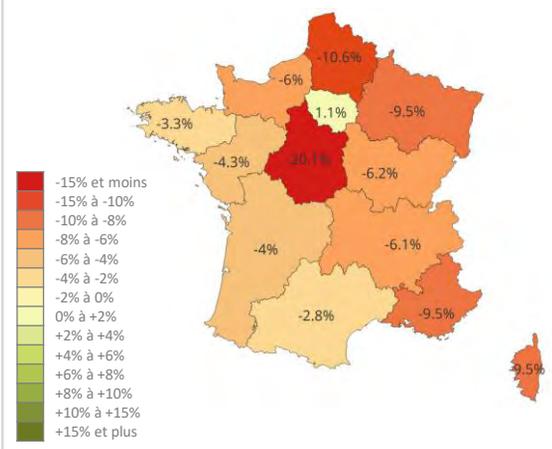
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2024	259 202 m3	-9,6%	▼
Prod. de Granulats en mai 2024	1 584 kt	-7,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2024	1 305 376 m3	-9,6%	▼
Production de Granulats entre janv. et mai 2024	7 815 kt	-8,1%	▼



Production de BPE sur 12 mois glissants à fin mai 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Production de granulats sur 12 mois glissants à fin mai 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Alors que le secteur du bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. Sur les douze derniers mois, la production régionale de BPE s'est en effet repliée de -6,5% par rapport aux douze mois précédents. La dynamique baissière semble même s'accroître en 2024, puisque le recul s'affiche à -9,6% au cumul depuis le début de l'année par rapport à un an plus tôt.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -9,5% sur la période juin 2023-mai 2024 par rapport à un an plus tôt et de -8,1% au cumul depuis le début de l'année.

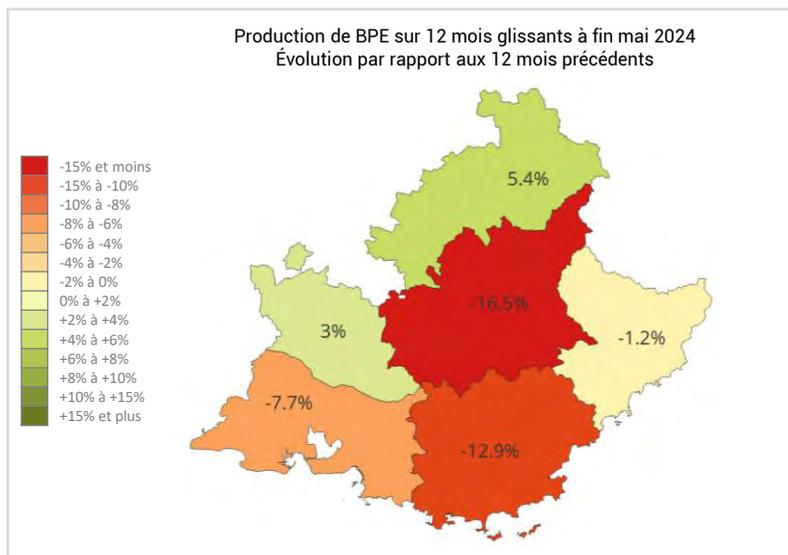
Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est dynamique dans les **Hautes-Alpes**, où elle reste au-dessus de son niveau moyen des quinze dernières années à la faveur des fortes mises en chantier de 2023. 113 200 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 93 300 m³ entre 2013 et 2022.

En **Vaucluse**, la production de BPE, en légère hausse ces douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents, reste également proche de son niveau moyen annuel de référence (371 740 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre environ 370 000 m³ de BPE produit annuellement entre 2013 et 2022).

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la vision de long-terme suggère une chute significative de la production de BPE, mais les volumes produits entre 2021 et mi-2023 étaient particulièrement élevés, dans le sillage d'un marché résidentiel neuf dynamique. De fait, le volume de BPE produit dans ce département sur les 12 derniers mois reste supérieur à son niveau moyen des dix dernières années (127 130 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 106 000 m³ entre 2013 et 2022).

Même chose dans le **Var**, où la baisse de production enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base relativement élevée ayant profité d'une activité dynamique en 2021-2022 sur le marché non-résidentiel neuf. De fait, le volume de BPE produit sur les 12 derniers mois reste sensiblement supérieur à son niveau moyen de long-terme (742 950 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 737 000 m³ entre 2013 et 2022).

La chute de production la plus significative, et celle donc qui dégrade la conjoncture régionale, a lieu dans les départements des **Bouches-du-Rhône** et des **Alpes-Maritimes**, qui pèsent à eux deux plus de la moitié de la production régionale annuelle de BPE. Dans ces deux départements, et même si la baisse semble s'enrayer dans le département azuréen, la production de BPE des douze derniers mois reste largement en-dessous de ses niveaux de référence (672 190 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois dans les Alpes-Maritimes contre en moyenne 731 000 m³ entre 2013 et 2022 et 1 092 980 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois dans les Bouches-du-Rhône contre en moyenne 1 330 000 m³ entre 2013 et 2022).

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)





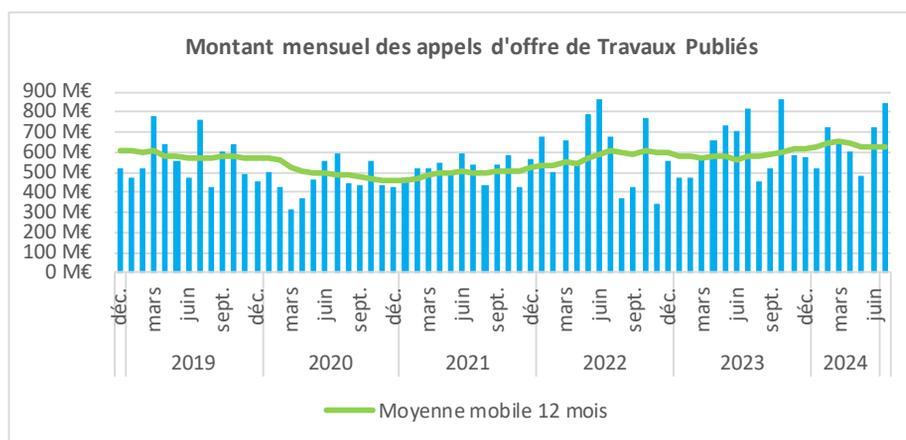
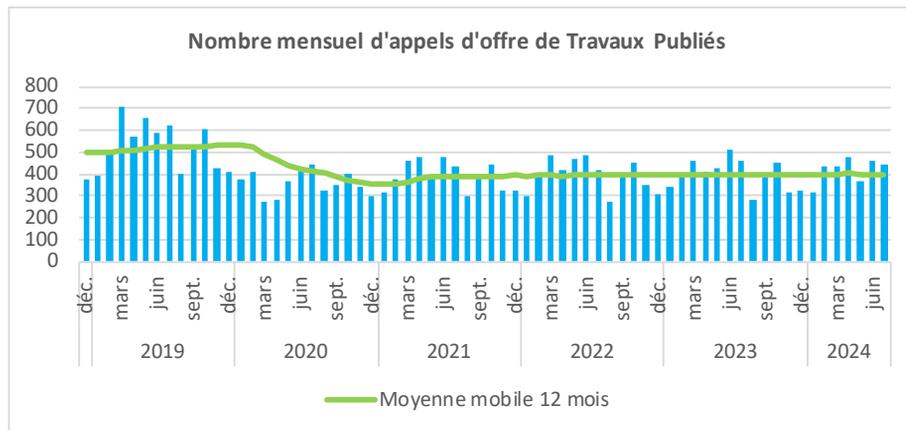
COMMANDE PUBLIQUE

Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à juil. 2024 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 720 AO	-1,6%	▼
dont bâtiment*	2 400 AO	-2,2%	▼
dont TP*	1 660 AO	-3,8%	▼
dont pôle local	2 680 AO	-2,6%	▼
dont conseils territoriaux	310 AO	+1,5%	▲
dont Etat	610 AO	+5,6%	▲
dont autres	50 AO	+4,0%	▲
Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à juil. 2024 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,6 Md€	+9,2%	▲
dont bâtiment*	2,7 Md€	+5,1%	▲
dont TP*	2,5 Md€	+7,6%	▲
dont pôle local	3,8 Md€	+16,2%	▲
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	+18,0%	▲
dont Etat	1,2 Md€	-1,8%	▼
dont autres	0,2 Md€	-3,4%	▼



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



Le montant de la commande publique ne cesse de progresser dans la région depuis plus d'un an : à fin juillet 2024, elle atteint 7,5 Md€ sur douze mois, en hausse de +9,2% par rapport aux 12 mois précédents. À l'exception de l'Etat (qui ralenti légèrement après une forte contribution en 2023) et autre organismes, tous les acheteurs affichent une hausse de leurs achats publics de travaux en valeur.

Pour autant, le nombre de marchés publiés reste stable depuis trois ans, loin des 6 400 procédures enregistrées en 2019. Cette différence qui s'accroît entre le volume et la valeur de la commande publique est évidemment due à la forte inflation enregistrée dans le pays depuis plus d'un an, faisant mécaniquement augmenter le prix des travaux, mais également au fait que les donneurs d'ordre semblent de plus en plus privilégier le financement de grands projets structurants.

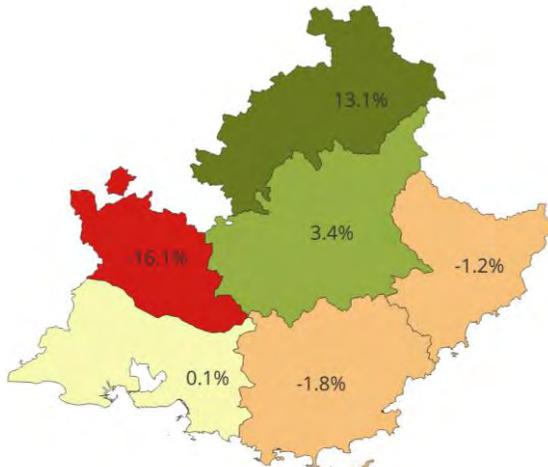
Source :
VecteurPlus



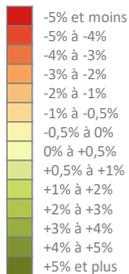
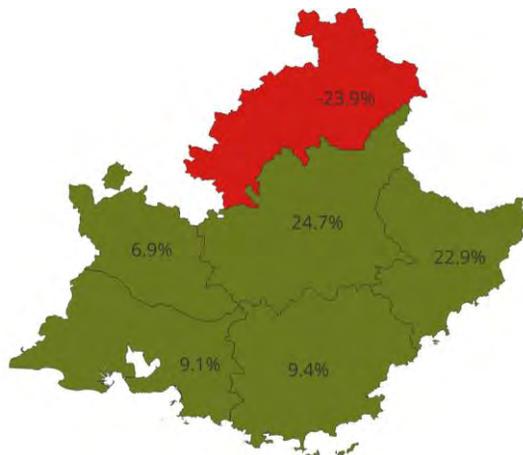


Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin juillet 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin juillet 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le **Vaucluse** se démarque avec une forte baisse de la commande publique, en volume (-16,1% de marchés publiés) alors qu'elle progresse en valeur (+6,9% du montant attribué).

Dans les **Hautes-Alpes**, de nombreux achats ont eu lieu en début d'année 2024 induisant une hausse de +13,1% en un an. Mais les montants de ces projets sont fortement inférieurs à ceux observés précédemment (-23,9% en cumul sur les 12 derniers mois).

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, le nombre de marchés publiés progresse (+3,4% en un an) et l'enveloppe financière suit la même tendance (+24,7%).

À l'inverse, dans les **Alpes-Maritimes**, le nombre de marchés publiés reflue (-1,2%) pour une enveloppe qui grossit nettement (+22,9%), sûrement dédiée au lancement de gros projets d'aménagement.

De même dans le **Var**, où les achats publics progressent nettement plus vite en valeur (+9,4%) qu'en volume (-1,8%).

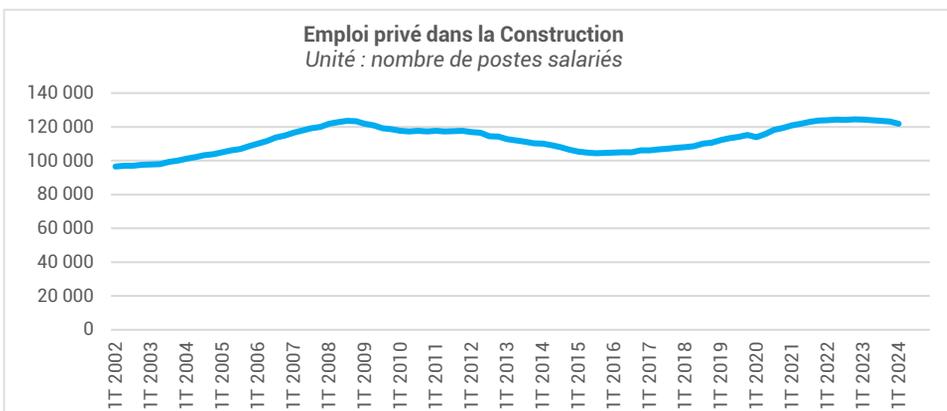
Dans les **Bouches-du-Rhône**, la tendance est similaire, les achats publics sont stables à +0,1% en volume et progressent de +9,1% en valeur.



APPAREIL DE PRODUCTION

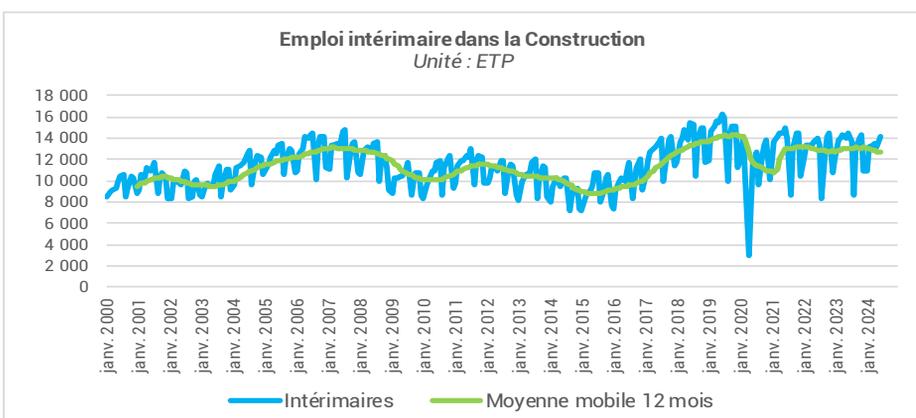
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	121 968 sal.	-2,0%	▼



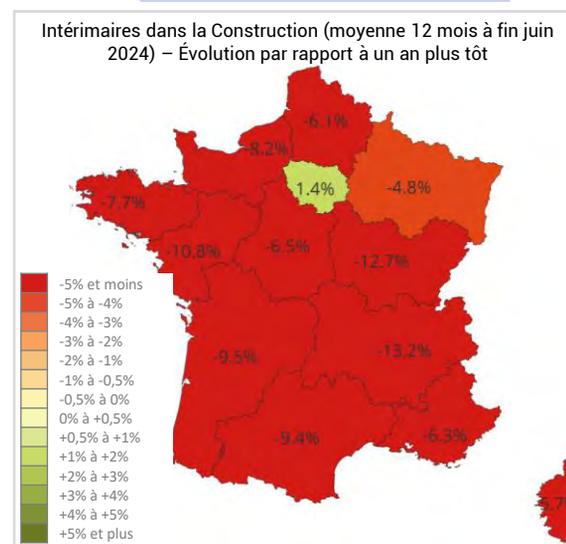
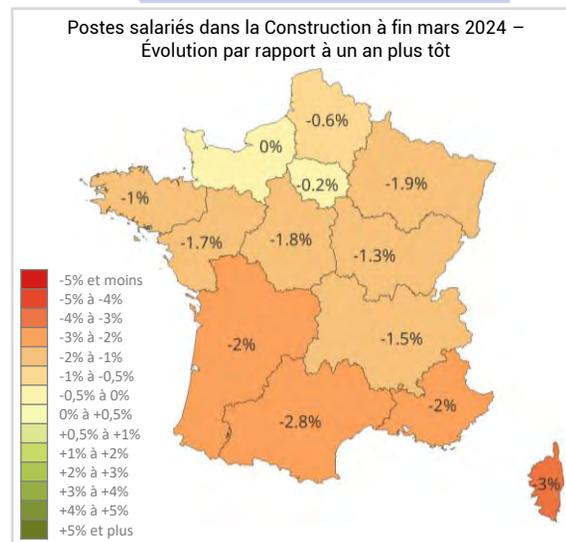
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Ainsi, à fin mars 2024, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a perdu 2% de son volume en un an.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	14 186 ETP	-1,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	13 633 ETP	-4,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	12 743 ETP	-2,2%	▼



Sur les six premiers mois de 2024, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, a moins été sollicité par les entreprises de la construction de la région qu'il y a un an, face notamment à des conditions climatiques plus difficiles (intempéries au printemps). Toutefois, la vision de long-terme suggère une stabilité de l'emploi intérimaire depuis 2021, signe d'une activité qui, si elle manque de souffle, maintient un besoin constant en main-d'œuvre.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

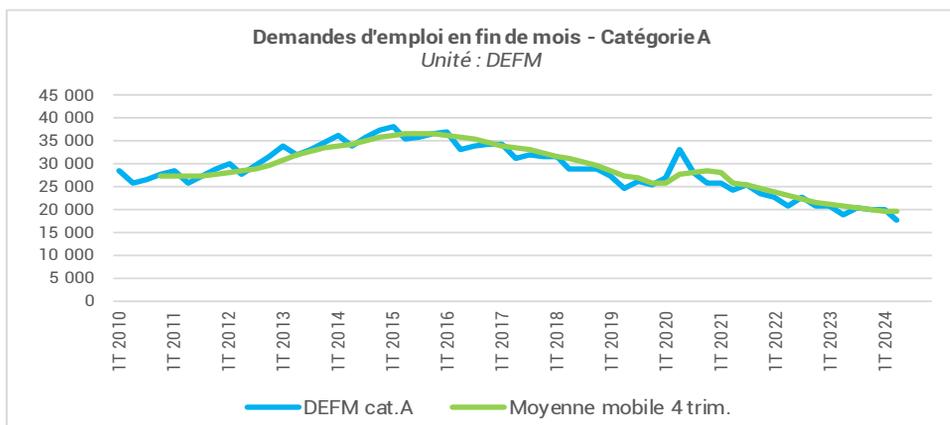




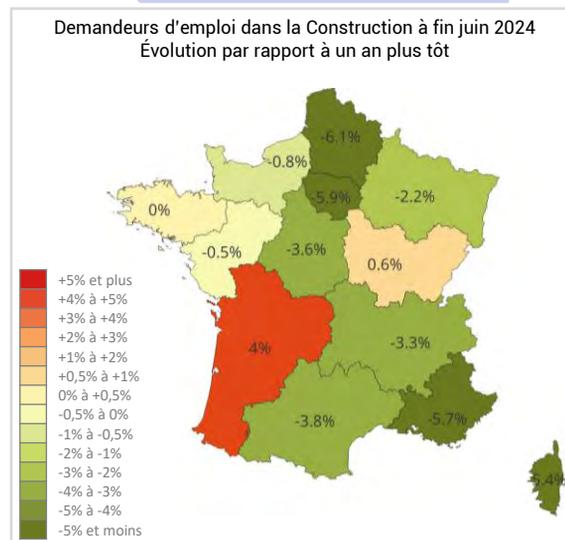
APPAREIL DE PRODUCTION

Demande d'emploi et embauches

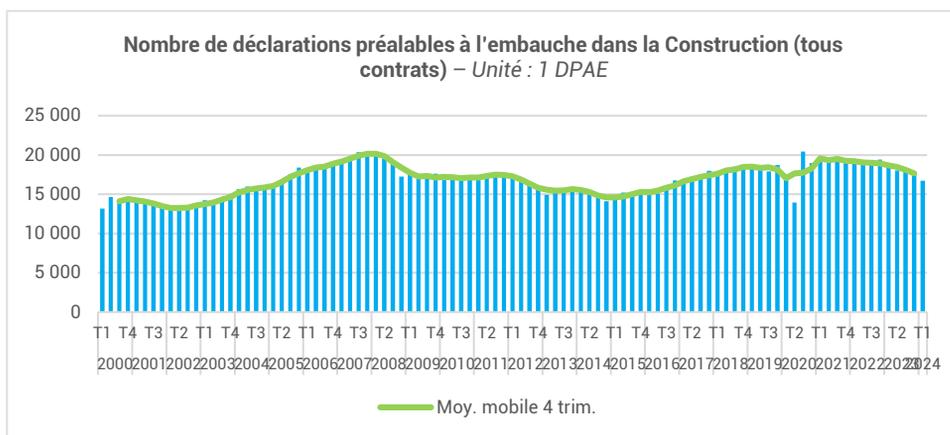
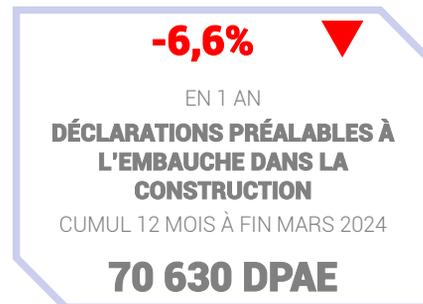
Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	17 634 DEFM	-5,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	235 463 DEFM	-2,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=



Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité (et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de refluer : il cède encore -5,7% de son volume entre fin juin 2023 et fin juin 2024.

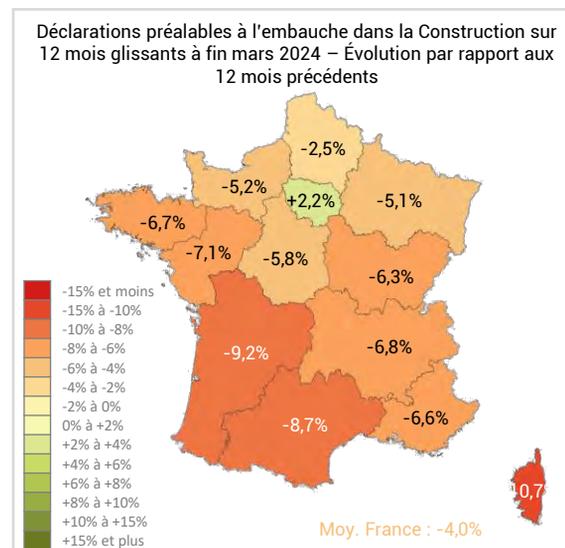


Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T1 2024 - Évol. 1 an		
Nombre total de DPAE	70 630	-6,6%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 200	-5,9%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	25 530	-6,2%	▼
dont CDI	35 900	-7,1%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : sur les douze derniers mois, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -6,6% par rapport aux douze mois précédents dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

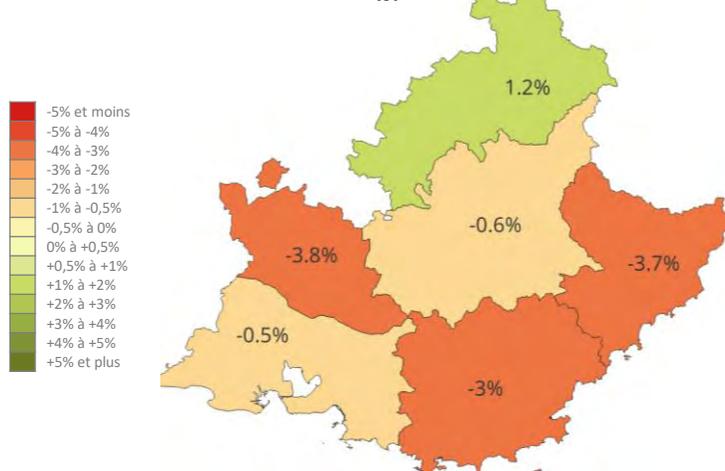




APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin mars 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Le département des **Hautes-Alpes** est le seul de la région à enregistrer une progression de l'emploi-salarié au 1^{er} trimestre 2024. A l'inverse, à fin juin l'emploi intérimaire chute fortement dans ce département (-18,1%) et la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est une des plus fortes de la région: -18,5% à fin juin 2024. Les intentions d'embauches sont également les plus résilientes de la région.

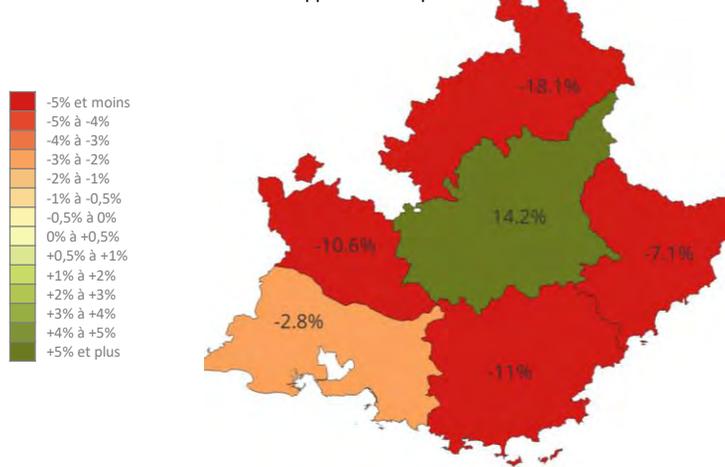
L'emploi-salarié se maintient au 1^{er} trimestre 2024 dans le département des **Alpes-de-Haute-Provence** et à fin juin l'emploi intérimaire connaît une forte hausse. Les demandeurs d'emploi tendent à ralentir: -4,2% sur un an à fin juin. Les intentions d'embauches sont un peu plus résilientes.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, l'emploi-salarié reste globalement stable tandis que l'emploi intérimaire ralentit et que le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'assécher. En revanche, les embauches marquent clairement le pas, signe que les entreprises tâchent avant tout à conserver leur main-d'œuvre dans un contexte économique difficile avant d'envisager de nouvelles embauches.

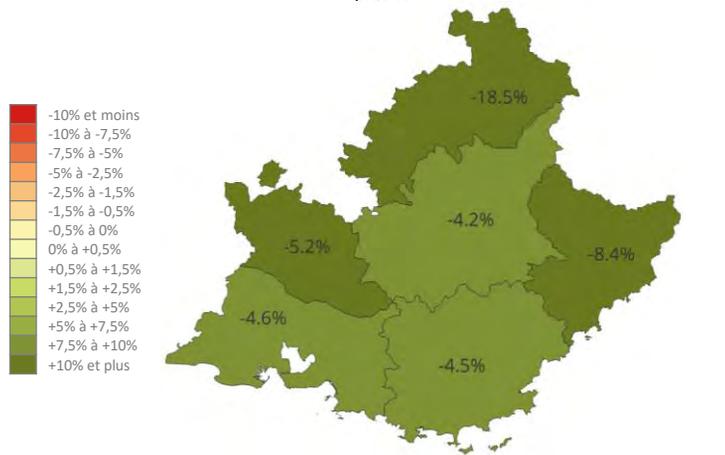
C'est en **Vaucluse** que la perte de postes salariés est la plus importante au 1^{er} trimestre 2024 (-3,8%). L'emploi intérimaire a diminué de -10,6% à fin juin, sur un an. On note une baisse du nombre de demandeurs d'emplois: -5,2%, ainsi que du nombre d'intentions d'embauches (-6,2%).

Les indicateurs sont encore plus inquiétants dans le **Var** et les **Alpes-Maritimes**, qui perdent à la fois des postes salariés et des postes intérimaires sur les 12 derniers mois et où les intentions d'embauche ont fortement baissé (particulièrement dans les Alpes-Maritimes, où le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'est replié de presque -10% en un an).

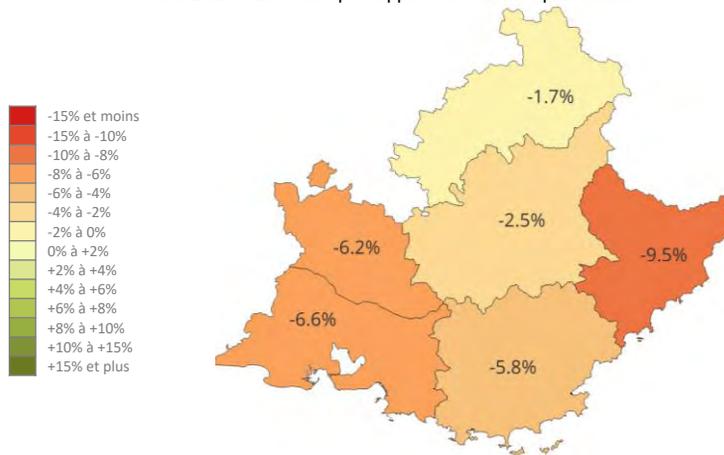
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin juin 2024) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin mars 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

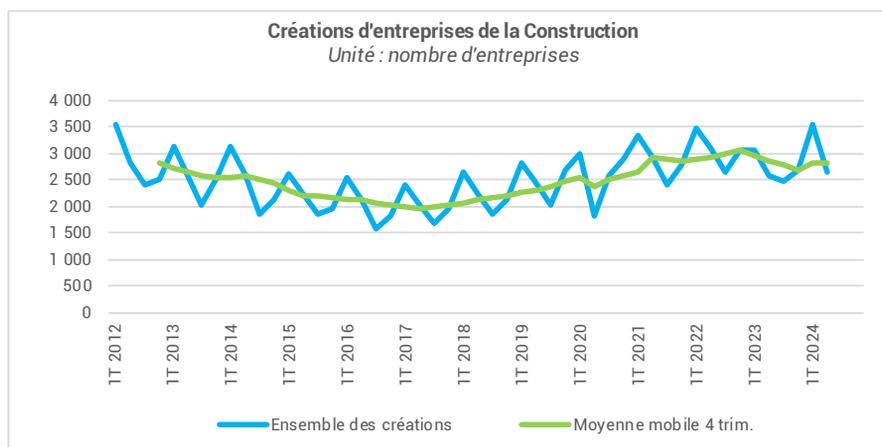




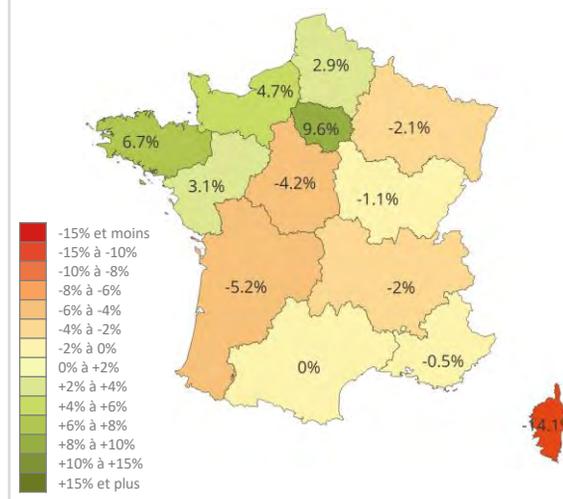
APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 634 créations	+1,9%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	961 créations	-3,4%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 337 créations	-0,5%	=
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 074 créations	-6,4%	▼



Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Sur douze mois glissants, la dynamique de création d'entreprises semble ralentir et se stabiliser avec -0,5% entreprises créées. Alors que les créations d'entreprises suivaient une trajectoire favorable depuis plusieurs années, sans même être freinées par la crise Covid, l'inversion de tendance témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile aujourd'hui pour le secteur Construction, est à relativiser car lorsqu'on regarde le volume d'immatriculations en ce 2^{ème} trimestre 2024, on observe une hausse de +1,9% par rapport au 2^{ème} trimestre 2023.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
INSEE (données brutes)

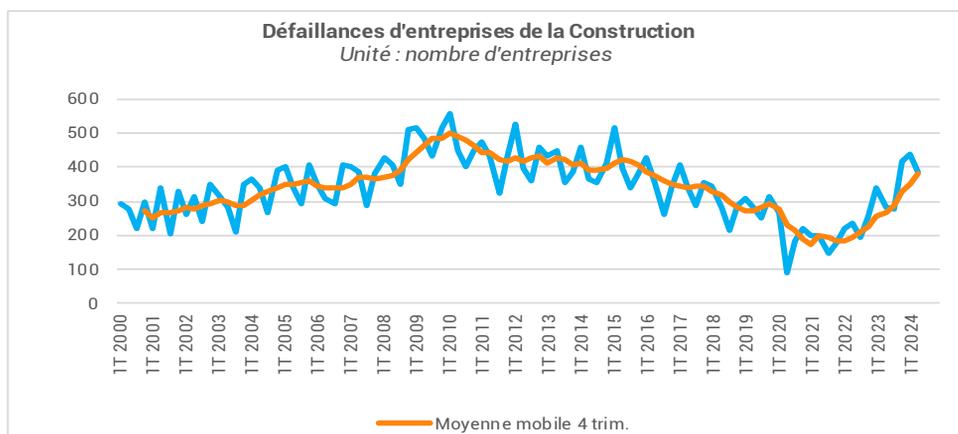




APPAREIL DE PRODUCTION

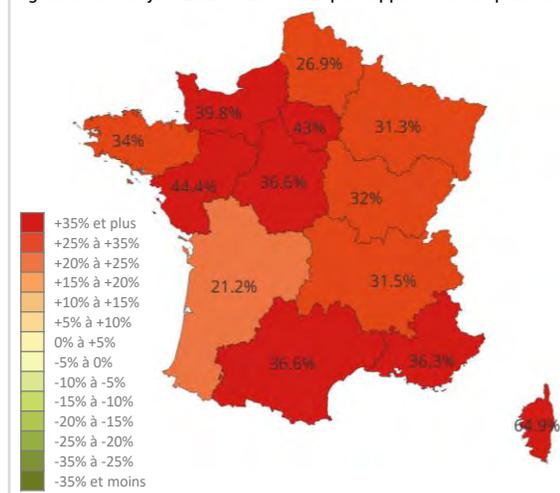
Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	385 défaillances	+37,5%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 514 défaillances	+41,0%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	914 salariés	+1,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 418 salariés	+30,0%	▲



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 et se poursuit en 2024. Sur les douze derniers mois à fin juin 2024, la Banque de France a recensé plus de 1 510 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, soit une hausse de +41% comparé aux douze mois précédents.

Si les défaillances augmentent donc nettement en 2024, on reste toutefois loin des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale, où le nombre de défaillances était 30% plus élevé. Ce qui est en revanche inquiétant, c'est que les défaillances actuelles touchent beaucoup plus de salariés qu'avant. Ainsi, les 1 510 entreprises défaillantes mettent en difficulté près de 4 500 salariés, un volume en hausse de +30% en un an et qui n'a pas été observé depuis 2013.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1
Autorisations logements	810 logts	-14,9% ▼
Mises en chantier logements	760 logts	-14,4% ▼
Mise en ventes de logements	180 logts	-38,1% ▼
Réservations de logements	80 logts	-23,2% ▼
Autorisations locaux	71 mill. m²	-25,2% ▼
Mises en chantier locaux	42 mill. m²	+33,9% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+8,2% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+8,2% ▲
BPE	127 130 m3	-16,5% ▼
Nombre Appels Offre publiés	270 AO	+3,4% ▲
Montant Appels Offre publiés	350 M€	+24,7% ▲
Salariés	3 420 sal.	-0,6% ►
Intérimaires	471 ETP	+11,3% ▲
Dem. d'emplois	553 DEFM	-4,2% ▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1
Autorisations logements	5 490 logts	-15,9% ▼
Mises en chantier logements	3 510 logts	-37,4% ▼
Mise en ventes de logements	1 190 logts	-48,6% ▼
Réservations de logements	1 490 logts	-29,8% ▼
Autorisations locaux	223 mill. m²	-29,0% ▼
Mises en chantier locaux	88 mill. m²	-68,1% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+5,6% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+5,6% ▲
BPE	672 190 m3	-1,2% ▼
Nombre Appels Offre publiés	930 AO	-1,2% ▼
Montant Appels Offre publiés	1800 M€	+22,9% ▲
Salariés	24 884 sal.	-3,7% ▼
Intérimaires	2 454 ETP	-5,3% ▼
Dem. d'emplois	3 626 DEFM	-8,4% ▼

Var

		Evol N-1
Autorisations logements	6 820 logts	-0,4% ►
Mises en chantier logements	4 680 logts	-32,1% ▼
Mise en ventes de logements	1 160 logts	-52,4% ▼
Réservations de logements	1 410 logts	-30,0% ▼
Autorisations locaux	407 mill. m²	+15,5% ▲
Mises en chantier locaux	189 mill. m²	-18,7% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-1,1% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-1,1% ▼
BPE	742 950 m3	-12,9% ▼
Nombre Appels Offre publiés	1 020 AO	-1,8% ▼
Montant Appels Offre publiés	1600 M€	+9,4% ▲
Salariés	23 402 sal.	-3,0% ▼
Intérimaires	2 518 ETP	-9,0% ▼
Dem. d'emplois	3 162 DEFM	-4,5% ▼

Hautes-Alpes

		Evol N-1
Autorisations logements	1 170 logts	-12,0% ▼
Mises en chantier logements	850 logts	-44,2% ▼
Mise en ventes de logements	300 logts	-33,0% ▼
Réservations de logements	260 logts	-18,6% ▼
Autorisations locaux	64 mill. m²	-32,1% ▼
Mises en chantier locaux	64 mill. m²	+24,7% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+9,1% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+9,1% ▲
BPE	113 200 m3	+5,4% ▲
Nombre Appels Offre publiés	350 AO	+13,1% ▲
Montant Appels Offre publiés	340 M€	-23,9% ▼
Salariés	4 039 sal.	+1,2% ▲
Intérimaires	841 ETP	-12,5% ▼
Dem. d'emplois	308 DEFM	-18,5% ▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1
Autorisations logements	9 580 logts	-2,2% ▼
Mises en chantier logements	7 720 logts	-13,3% ▼
Mise en ventes de logements	1 360 logts	-59,0% ▼
Réservations de logements	2 110 logts	-36,2% ▼
Autorisations locaux	936 mill. m²	-19,3% ▼
Mises en chantier locaux	497 mill. m²	-26,6% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,4% ►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,4% ►
BPE	1 092 980 m3	-7,7% ▼
Nombre Appels Offre publiés	1 570 AO	+0,1% ►
Montant Appels Offre publiés	2640 M€	+9,1% ▲
Salariés	52 658 sal.	-0,5% ►
Intérimaires	6 107 ETP	-2,4% ▼
Dem. d'emplois	7 964 DEFM	-4,6% ▼

Vaucluse

		Evol N-1
Autorisations logements	2 290 logts	-40,0% ▼
Mises en chantier logements	2 570 logts	-12,9% ▼
Mise en ventes de logements	290 logts	-61,9% ▼
Réservations de logements	350 logts	-49,9% ▼
Autorisations locaux	530 mill. m²	-10,8% ▼
Mises en chantier locaux	250 mill. m²	-9,4% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-6,1% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-6,1% ▼
BPE	371 740 m3	+3,0% ▲
Nombre Appels Offre publiés	530 AO	-16,1% ▼
Montant Appels Offre publiés	690 M€	+6,9% ▲
Salariés	13 565 sal.	-3,8% ▼
Intérimaires	1 242 ETP	-2,5% ▼
Dem. d'emplois	2 020 DEFM	-5,2% ▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)	-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation	-VecteurPlus
-SDES, ECLN (données brutes)	-FNTP/INSEE	-ACOSS-URSSAF (données cvs)
	-Enquête FRTP/CERC	-DARES (données brutes)
	-UNICEM (données brutes)	-INSEE (données brutes)
		-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin juillet 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin juil. 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2024 comparé au 1er trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin mai 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin juil. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 1er trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juin 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2024

Avec le concours des Membres de la CERC



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

